

## **REPONSE DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES (LA CSF) A LA CONSULTATION DE LA CRE RELATIVE AUX PRINCIPES DE TARIFICATION DES PRESTATIONS ANNEXES DES GRD DE GAZ NATUREL**

Question 2 : La CSF est favorable au maintien de la réfaction des prix des prestations annexes. Elle souhaiterait que cette réfaction soit égale à 100% pour les prestations de mises en services et de déplacements pour impayés.

Question 3 : la CSF est favorable aux orientations de la CRE dans le sens qu'elles permettront de faciliter la compréhension du marché par les consommateurs et qu'elles réduisent les différences territoriales entre consommateurs.

Questions 4 et 5 : la CSF est globalement favorable aux orientations de la CRE. Elle souhaite que la mise en service ait un prix égal à zéro. En effet, nous ne trouvons pas justifié de devoir payer pour accéder à l'énergie lors d'un emménagement. L'accès au gaz est indispensable quand le logement est équipé d'un chauffage au gaz ; il ne s'agit pas d'une option ou d'un service supplémentaire découlant d'un réel choix du consommateur mais bien d'une nécessité de base. Elle ne peut être considérée comme une prestation annexe.

Par ailleurs, tous les consommateurs effectuent une mise en service et le taux de déménagement tout au long d'une vie fait que la très grande majorité des consommateurs demanderont plusieurs mises en service. Cette prestation doit donc être considérée comme une prestation de base.

Question 6 : la CSF n'est pas opposée à l'orientation de la CRE mais souhaite que le déplacement pour impayés ait un prix égal à zéro. Les consommateurs qui sont en impayés sont dans la quasi-totalité des cas des consommateurs en difficultés financières et leur faire payer une prestation revient à alourdir leur dette.

Par ailleurs le déplacement pour impayés peut être considéré comme une mesure de recouvrement et à ce titre, ne devrait pas faire l'objet d'un paiement par les consommateurs, ni directement par un prix de prestations, ni indirectement par le tarif de réseau, selon le principe que les frais de recouvrement sont à la charge du créancier en dehors d'une décision de justice les imputant au débiteur.

Questions 7 et 8 : la CSF est favorable aux orientations de la CRE.

Question 10 : la CSF souhaite que le calendrier soit respecté et que l'homogénéisation des prestations essentielles soit pleinement opérationnelle en 2013.

Question 12 : la CSF est favorable à l'orientation de la CRE et très opposée à la demande de GrDF.

Question 14 : avis sur les demandes de Réseau GDS

La CSF n'est pas favorable à toute évolution qui se traduirait par une dégradation de la qualité de service. En ce sens, elle est opposée à la demande de modification des délais de réalisation des prestations de rétablissement suite à interruption de livraison pour impayés, de contrôle visuel du comptage et d'enquête.

Pour les frais de débits et d'annulation tardive, leur création risque de complexifier la relation entre consommateurs et fournisseurs pour les cas où le consommateur n'en est pas responsable.

Concernant la création d'une prestation de raccordement d'un appareil du client sur une prise d'impulsion ou de mise à disposition des données de consommation journalière et/ou horaire, la CSF comprend que cela ne concerne pas les consommateurs particuliers mais considère que cela ne doit pas constituer les prémisses de prestations aux particuliers quand les compteurs communicants auront été déployés.